



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 27/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS (LG) - IC**

Allée de Castillon  
Bâtiment SGE  
33370 Artigues-Près-Bordeaux

Références : 26-261  
Code AIOT : 0005200770

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS (LG) - IC implanté L'Espasot Nord 33190 Fontet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le suivi des non-conformités observées lors de l'inspection réalisée en 2022, ainsi que dans la vérification de la gestion de l'eau au regard de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif à la "sécheresse".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS (LG) - IC

- L'Espasot Nord 33190 Fontet
- Code AIOT : 0005200770
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de traitement de matériaux, autorisée par arrêté préfectoral du 26/04/1993, est implantée dans la continuité de la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS. L'installation, d'une puissance de 697 kW, compte 2 lignes de broyage : roulés et concassés. Elle a la particularité d'être installée en zone inondable. L'arrêté préfectoral prévoit des dispositions visant la prévention des risques associés : ancrage, sur-élévation, etc.

Depuis les évolutions réglementaires de la nomenclature des ICPE, les installations de traitement relèvent du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2515 et 2517 pour lesquelles les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/12 s'appliquent.

L'exploitant n'a pas demandé à renoncer à son autorisation. Les dispositions de l'arrêté préfectoral et celles de l'arrêté ministériel pré-cité s'appliquent. Les dispositions les plus contraignantes sont à prendre en compte.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention de pollution des sols	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Réutilisation des eaux industrielles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 et 57	Sans objet
4	Obligations en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1,2 et 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés en 2022 sont partiellement corrigés. Une amélioration de la gestion des rétentions est nécessaire.

Pour ce qui est de la gestion de l'eau, les évolutions réglementaires ont conduit à interdire les

prélèvements au droit de la commune de FONTET, mais aussi BLAIGNAC et LOUPIAC-DE-LA-REOLE. Compte-tenu de l'antériorité et du fonctionnement en circuit fermé avec un fort taux de recyclage, il est simplement demandé une analyse des impacts et des possibles améliorations, sans proposition de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 et 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des retombées dans l'air ambiant
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection menée en 2022, une amélioration était attendue sur la présentation des résultats du suivi des poussières, ainsi que la transmission des justificatifs de la mise en place des actions correctives liées au contrôle des aspirateurs à poussières sur l'installation de traitement.  Le bilan du suivi trimestriel des retombées de poussières a été fourni pour 2025. Une analyse des conditions météorologiques et des résultats est dorénavant présentée. Les résultats n'appellent pas de remarque, l'empoussièrement reste maîtrisé. Concernant les aspirateurs, une ronde hebdomadaire est en place pour s'assurer de leur correct fonctionnement. Tous les 2 ans, une maintenance préventive est assurée par le constructeur. Les rapports d'expertise tracent bien les actions correctives réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention de pollution des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

(...)

**III. Rétention et confinement.**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

**Constats :**

L'inspection a été l'occasion de contrôler les réparations réalisées en 2022 au niveau de la zone de ravitaillement ainsi que l'état des rétentions sous broyeur, dans la continuité de l'incident sur flexible de décembre 2022. Il est à noter que le jour de l'inspection est pluvieux.

Il a ainsi été constaté que la rétention sous les pistolets à carburant était pleine d'eau de pluie. L'extension du toit n'est donc pas suffisante.

Pour ce qui concerne la réparation des fissures de la dalle béton, l'étanchéité ne semble pas opérante dans la mesure où le creux des fissures est encore visible.

L'exploitant explique que l'étanchéification est assurée par le fait que la matière utilisée s'imprègne sur le béton.

L'inspection des installations classées n'est pas en mesure de valider ce point.

Les rétentions sous broyeurs sont également pleines d'eau de pluie ne pouvant retenir d'éventuelles coulures (rupture flexible, joint, fuite...).

Malgré les travaux, les non-conformités relevées en 2022 ne sont pas suffisamment corrigées. Il est attendu des actions efficaces et rapides démontrant l'engagement de l'exploitant à prévenir toute situation de pollution des sols.

Le cas échéant, ce point pourra faire l'objet d'un rappel à la loi par voie de mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour la dalle béton, il est demandé à l'exploitant de justifier des produits utilisés et la méthode mise en œuvre pour la réparer. Un calendrier de vérification de l'état des réparations, et de la

dalle de manière générale, est à fournir.

Pour ce qui concerne les rétentions, il est demandé à l'exploitant de passer en revue les équipements et zones à risque du site afin de prévoir des travaux de capotage supplémentaires, ainsi qu'une organisation qui garantisse le rôle pérenne de l'ensemble des rétentions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Réutilisation des eaux industrielles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23

**Thème(s) :** Actions régionales, Prélèvement et consommation

#### **Prescription contrôlée :**

Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.

« Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser :

« 75 m<sup>3</sup>/h ni 75 000 m<sup>3</sup>/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW ;

« 200 m<sup>3</sup>/h ni 200 000 m<sup>3</sup>/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW. »

L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.

Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. « Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits. »

#### **Constats :**

La société LAFARGE (anciennement SOEM) a été autorisée en 1993 à prélever depuis un forage dans les alluvions de la Garonne aval (FRFG 062) pour assurer l'appoint en eau des installations de traitement des matériaux fonctionnant en circuit fermé (200 m<sup>3</sup>/h).

Les relevés de compteurs fournis par l'exploitant sur les 10 dernières années permettent de vérifier une consommation nette entre 12 000 et 34 000 m<sup>3</sup> avec un taux de recyclage de 90%.

Toutefois, selon l'arrêté préfectoral n°E2005/14 du 28/02/2005 constatant la liste des communes de Gironde incluses dans les zones de répartition des eaux (eaux souterraines et superficielles) (<https://www.gironde.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Police-de-l-eau-et-des-milieus-aquatiques/Loi-sur-l-eau-operations-soumises-a-declaration-ou-autorisation/Loi-sur-l-eau-documents-d-information-et-formulaires-type>), la commune de FONTET est concernée par les zones de répartition des eaux au titre du bassin versant superficiel alimentant *la Garonne*. De ce fait, l'arrêté ministériel encadrant les activités de traitement, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515, **interdit le prélèvement dans les eaux superficielles et souterraines au droit du territoire de la commune de FONTET**. Il est à noter que les communes de BLAIGNAC et LOUPIAC-DE-LA-REOLE sont aussi

situées en ZRE donc le prélèvement dans les eaux superficielles et souterraines y est identiquement interdit.

Compte-tenu de l'antériorité de l'installation de traitement, de l'avis favorable de la Police de l'eau au moment de l'autorisation et du recyclage effectif des eaux de lavage avec un taux de recyclage élevé, il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure pour régulariser la situation du prélèvement dans les eaux souterraines au regard des évolutions réglementaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de justifier d'un arrêt du prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou de demander un aménagement au titre de l'article R. 512-7-3 du code de l'environnement sous réserve qu'il démontre qu'il n'a pas les moyens technico-économiques de supprimer ou diminuer sa consommation, et que son prélèvement n'a pas d'impact significatif sur la ressource.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Obligations en période de sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1,2 et 3

**Thème(s) :** Actions régionales, Champ d'application

**Prescription contrôlée :**

Art.1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Art.2 I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

Art.3 Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : (...)

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

**Constats :**

A ce jour, compte-tenu de la consommation nette dans la nappe (voir fiche du constat 3), l'arrêté ministériel "sécheresse" s'applique à l'installation de traitement. En revanche, le taux de recyclage est de 90%.

Ainsi, l'installation de traitement entre dans le champ d'exclusion et n'est donc pas concernée par les obligations de réduction de "l'arrêté sécheresse". Pour autant, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments définis à l'article 4 de l'arrêté sécheresse précité.

**Type de suites proposées :** Sans suite